

Alliance for Workers Liberty: Comment unifier les prolétaires arabes et juifs (2003)

Pour les militants de la classe ouvrière, la question de la Palestine est déterminée par les principaux éléments suivants :

a) En 1948, des immigrants originaires d'Europe, d'Amérique et des pays arabes ont créé un nouvel État juif, Israël. Le noyau de ces immigrants était constitué par des réfugiés qui fuyaient l'antisémitisme européen, y compris par des hommes et des femmes qui avaient survécu au pire crime raciste commis jusqu'alors, le massacre hitlérien de six millions de Juifs.

L'État juif dépend fortement de subventions financières extérieures, et il joue aujourd'hui le rôle d'un État satellite de l'impérialisme américain, bien qu'il ait ses propres intérêts et des projets autonomes.

b) La majorité des Palestiniens ont été victimes de déplacements forcés. Une partie d'entre eux sont devenus des réfugiés et souvent des apatrides, en dehors de Palestine. Le reste est constitué par une minorité opprimée qui vit soit dans les frontières de l'État d'Israël avant 1967, soit sous occupation militaire israélienne en Cisjordanie et à Gaza.

c) Il existe un conflit national chronique entre le prolétariat juif israélien et le prolétariat arabe dans la région, ainsi qu'entre les travailleurs juifs et arabes en Israël et dans les Territoires occupés. Cet antagonisme paralyse la classe ouvrière dans toute la région depuis des dizaines d'années.

d) Notre tâche est d'expliquer et d'analyser ces différents facteurs. Nous devons nous demander quel programme les révolutionnaires doivent-ils proposer pour résoudre le conflit judéo-arabe en Palestine et dans la région.

Il faut rejeter la théorie des « bonnes » et des « mauvaises » nations

Assimilant totalement le sionisme à l'impérialisme, la plus grande partie de l'extrême gauche considère le projet sioniste comme le fruit d'un « complot ». La condamnation absolue du « sionisme » et des « sionistes » implique que ces militants ne reconnaissent aucun droit aux « sionistes » en Palestine, sauf peut-être des droits individuels.

A une analyse de classe, ces courants politiques substituent donc une analyse en termes de nation et de communauté. Certes, l'extrême gauche admet généralement que les classes dirigeantes arabes ont maintes et maintes fois massacré les Palestiniens et qu'elles les condamnent délibérément à être des pions sur l'échiquier politique du Moyen-Orient, mais elle tient également les États arabes pour des forces « progressistes ».

L'extrême gauche considère souvent le conflit judéo-arabe comme partie prenante d'une lutte mondiale entre les camps « progressiste » et réactionnaire, entre le bien et le mal, et elle le réduit quasiment à un conflit entre les « bons » et les « méchants » peuples.

A ce type d'analyse, nous opposons les principes marxistes fondamentaux. Les conflits de classes sont pour nous décisifs. Nous abordons toutes les questions des conflits nationaux et communautaires du point de vue de la lutte des classes et du programme prolétarien qui entend résoudre de tels conflits par la démocratie intégrale.

Une nation juive existe en Palestine

Les Arabes palestiniens sont cruellement opprimés, mais une nation juive existe en Palestine. Les Juifs israéliens ne sont pas une caste exploiteuse, comme les Blancs d'Afrique du Sud, mais une nation à part entière. La classe ouvrière israélienne est principalement juive. La plupart des Juifs israéliens habitent le pays parce qu'ils y sont nés. On ne peut leur nier ni leur droit de rester là-bas, ni leur droit de s'estimer une nation, ni le droit de cette nation à une existence nationale, c'est-à-dire à un territoire national.

Nous soutenons la lutte des Arabes palestiniens contre l'oppression et contre tout déplacement de population, mais nous nous opposons à toute atteinte, implicite ou explicite, aux droits des Juifs. Nous préconisons des compensations financières pour les Palestiniens, la division des territoires que se disputent les protagonistes du conflit, et la conciliation entre les deux peuples.

Nous soutenons la création immédiate d'un État arabe palestinien aux côtés d'un État juif-israélien (une version modifiée d'Israël).

Nous appelons à mettre fin à toute discrimination contre les Arabes vivant sous autorité israélienne. Nous exigeons l'égalité totale des droits civiques pour les Arabes palestiniens d'Israël et soutenons le droit pour les régions à majorité arabe en Israël de faire sécession.

Les militants révolutionnaires doivent aborder la question des deux points de vue en même temps, et fusionner ces deux perspectives en une seule.

Nous luttons contre le chauvinisme et l'exclusivisme national partout, que ce soit en Grande-Bretagne, en Irlande du Nord, ou en Palestine ; or, les Juifs israéliens sont effectivement chauvins et veulent bénéficier de droits exclusifs en Palestine. Nous soutenons donc tous ceux qui, en Israël, en Cisjordanie et à Gaza, luttent pour l'égalité entre Arabes et Juifs. Mais les droits des Juifs en Palestine ne peuvent être soumis à aucune condition préalable : on ne peut leur demander notamment de se débarrasser immédiatement de tout chauvinisme et de tout exclusivisme national.

Les Juifs ont droit à une portion de territoire national en Palestine parce qu'ils y habitent et que la majorité d'entre eux y sont nés. Leurs droits ne peuvent dépendre de leur conduite dans ce territoire. De même que toute nation a le droit d'exister, quelles que soient les politiques racistes ou discriminatoires de son gouvernement.

Nous affirmons le droit à l'autodétermination des Juifs israéliens; nous soutenons ceux qui, en Israël, luttent contre le chauvinisme et l'exclusivisme et pour l'égalité totale des droits des citoyens juifs et arabes; nous souhaitons que le maximum de biens et de terres soient restitués aux Arabes palestiniens, à condition que ne soient pas niés les droits des Juifs, c'est-à-dire nous soutenons leur droit à jouir d'un État palestinien indépendant. Tous ces éléments doivent être intégrés dans un point de vue cohérent, socialiste et prolétarien.

La formule d'une Palestine unie, démocratique et laïque ne marche pas

1. Nous soutenons les Palestiniens opprimés contre l'État oppresseur : Israël. Nous souhaitons une solution qui donne aux Arabes palestiniens et aux Juifs israéliens le droit à une vie nationale.

2. La proposition (avancée dans les années soixante par l'OLP et largement reprise par l'extrême gauche) d'unifier les deux nations palestiniennes, les Arabes et les Juifs, dans un État unique, laïc et démocratique, est malheureusement utopique. Une telle fédération est impossible dans l'immédiat.

3. On ne peut pas escamoter les problèmes posés par l'identité nationale, et encore moins par l'oppression nationale et les conflits nationaux. On ne peut fusionner, de façon administrative, deux nations hostiles.

Là où règne l'oppression nationale, l'exigence d'«oublier les différences nationales» est généralement une façon déguisée pour l'opresseur de faire valoir sa volonté. Dans un futur proche, une Palestine unie qui se créerait sans intervention extérieure serait un État dans lequel les Juifs israéliens opprimeraient les Arabes palestiniens : en clair, un Grand Israël.

Inversement, les amis des Palestiniens qui proposent une « Palestine laïque et démocratique » souhaitent en réalité que les États arabes conquièrent les territoires où habitent actuellement les Juifs israéliens. Quelle que soit la sincérité des partisans de ce slogan mis en avant par la propagande nationaliste arabe, son application ne représenterait pas une solution démocratique.

Elle n'aboutirait, au mieux, qu'à inverser la situation actuelle, à transformer les Juifs israéliens d'opresseurs en opprimés.

La revendication d'une « Palestine laïque et démocratique » ne répond pas au problème national immédiat. Elle représente une perspective souhaitable, dans un avenir forcément lointain, lorsque la question nationale aura commencé à disparaître, car elle aura été résolue par d'autres moyens, quand les préjugés nationaux et les identités nationales auront commencé à disparaître définitivement.

En ce qui concerne l'oppression dont sont actuellement victimes les Palestiniens, ce slogan ne leur propose aucune perspective progressiste. Dans sa version utopique, il leur demande de rejeter tous leurs préjugés nationaux, et ensuite de convaincre leurs oppresseurs de faire la même chose.

Dans sa version nationaliste arabe, il leur propose, en termes codés, d'attendre l'élimination des Juifs israéliens par les États arabes.

La Cisjordanie, la Bande de Gaza et les Arabes en Israël

4. Dans l'immédiat, nous exigeons la création d'un État palestinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza, en conformité avec le droit à l'autodétermination du peuple de ces territoires.

5. Un « mini-État » en Cisjordanie et à Gaza pourrait certes alléger un peu la situation, mais le conflit national entre les Arabes palestiniens et les Juifs israéliens perdurerait. La solution définitive de ce conflit exige un programme de bien plus grande

envergure.

Pour un territoire national abritant quatre millions et demi de Palestiniens, la grandeur et les ressources de ces zones situées aux marges de l'État israélien sont très limitées. Elles ne peuvent offrir aux Palestiniens une patrie aux dimensions suffisantes.

6. En même temps, 600 à 700 000 Arabes continueraient à vivre sous la férule de l'État israélien. Les Arabes israéliens estiment — avec raison — qu'ils appartiennent à la nation arabe palestinienne. Ils pensent qu'ils ont des droits dans les zones où ils habitent (et ont habité depuis des siècles), et que le territoire d'Israël ne peut être la propriété exclusive des Juifs. La question des Arabes israéliens n'est pas une question séparée qui ne concernerait qu'une « minorité » ; elle fait partie intégrante du conflit judéo-arabe global.

Les zones majoritairement arabes d'Israël doivent donc pouvoir se séparer d'Israël et se joindre à un État arabe palestinien.

Plus d'un million de Palestiniens vivent en Jordanie, où ils forment au moins la moitié de la population. Ils sont soumis à l'autorité d'une monarchie artificiellement créée par l'impérialisme britannique, puis soutenue militairement et financièrement par la Grande-Bretagne, les États-Unis et les pétro-monarchies.

Nous prônons le renversement de la monarchie jordanienne et la création d'une fédération, ou bien la fusion, entre le mini-État palestinien et une Jordanie démocratique.

Une fédération socialiste

7. S'il est possible de l'instaurer, une relation fédérale (forcément symbolique au départ) entre un État arabe palestinien et un Israël modifié — ou une fédération plus large — fondée sur des accords garantissant les droits de la minorité et des travailleurs arabes en Israël, serait une meilleure solution qu'un repartage complet.

a) Actuellement, les deux nations sont fortement entremêlées. Beaucoup d'Arabes vivent en Israël, et de nombreux habitants de Cisjordanie et de Gaza travaillent en Israël. L'intégration complète des deux nations n'est pas possible à court terme, à cause de l'hostilité entre les deux nations. Pourtant nous devons essayer de réduire au minimum la période de séparation.

b) Économiquement, nous préfererions évidemment une unité plus grande entre les deux nations. L'isolement économique actuel d'Israël par rapport aux pays voisins est irrationnel d'un point de vue économique. Il conduit Israël à dépendre politiquement des États-Unis, etc.

De façon plus générale, la division du Moyen-Orient en plusieurs États-nations, surtout de petite taille, intensifie l'étroitesse nationale et communautaire, le sous-développement économique et les risques de manipulation impérialiste.

Un État combinant la Cisjordanie et Gaza, voire un État unifiant la Cisjordanie et la Bande de Gaza avec la Jordanie (où la moitié de la population est d'origine palestinienne), serait économiquement très faible et donc forcément dépendant d'États comme Israël (principal employeur des travailleurs de la Cisjordanie et de Gaza) ou l'Arabie Saoudite (patron de l'État jordanien actuel).

Nous sommes favorables à une fédération socialiste du Moyen-Orient qui garantirait

l'autodétermination à toutes les minorités nationales (Juifs israéliens, Kurdes, etc.). Mais cela ne doit pas nous empêcher de soutenir la création de fédérations plus petites, comme dans le cas de la Palestine.

Sionisme et antisémitisme

Le sionisme historique, de 1897 (début du mouvement sioniste en Europe) à 1948 (création de l'État d'Israël) n'a absolument pas pris en compte les conséquences de la création d'un État juif pour le peuple arabe palestinien qui habitait déjà sur les territoires choisis pour fonder l'État juif. Ces conséquences se sont révélées catastrophiques.

Pourtant, ni le sionisme historique ni le sionisme d'aujourd'hui (l'attachement des Juifs pour Israël, quelle que soit la forme qu'il prenne) ne peuvent être identifiés au racisme. L'État d'Israël est un État qui mène une politique raciste et s'est fondé sur des institutions racistes.

Mais il n'est pas le produit, ni hier ni aujourd'hui, d'un complot raciste ; il résulte plutôt des efforts du peuple juif opprimé pour se défendre par des moyens nationalistes dans le monde de l'Holocauste, de l'impérialisme, de la guerre et des conflits nationaux.

On ne peut pas non plus tracer un trait d'égalité entre sionisme et impérialisme. Les sionistes ont créé l'État d'Israël pour des raisons qui leur étaient propres (et parfaitement compréhensibles après l'Holocauste), et grâce à leurs propres efforts.

Ils se sont alliés à l'impérialisme britannique pendant une époque, mais l'ont ensuite combattu ; ils sont aujourd'hui les alliés des États-Unis, mais à l'époque de la guerre de 1948 c'est l'URSS, par l'intermédiaire de la Tchécoslovaquie, qui leur a fourni des armes.

Certains groupes d'extrême gauche, en Grande-Bretagne, ont proposé d'« interdire les organisations sionistes », mais cela reviendrait à interdire le nationalisme spontané des masses juives — et ce serait donc une position antijuive.

Au nationalisme juif israélien nous opposons l'internationalisme, au sectarisme religieux et à l'idéologie de la suprématie juive en Israël (ou dans tout autre État juif qui pourrait apparaître à la suite d'un repartage) nous opposons la démocratie.

En Israël (aujourd'hui comme demain) nous défendons :

- l'égalité totale des droits individuels pour tous et le respect des droits de la minorité nationale arabe,
- l'emploi sans restriction des travailleurs arabes dans toutes les grandes industries,
- la cessation de l'alliance avec l'impérialisme américain et de la fourniture d'armes à l'Afrique du Sud, aux dictatures d'Amérique centrale, etc.
- la séparation entre la religion et l'État,
- la suppression des aspects spécifiquement « sionistes » de l'État, notamment la dissolution des organisations quasi étatiques comme l'Agence Juive et le Fonds National Juif, qui fournissent des fonds et des services exclusivement aux Juifs,
- la création d'un mouvement ouvrier indépendant à la fois de l'État et du patronat.

Le « droit au retour » des Palestiniens

Nous demandons que les États-Unis et Israël versent des compensations aux réfugiés pour assurer l'installation des Arabes palestiniens dans leur futur État.

Il est aujourd'hui impossible que les Arabes palestiniens récupèrent la totalité de la Palestine sans réprimer le peuple juif. Et les droits nationaux des Juifs israéliens ne peuvent dépendre ni de la disparition de l'idéologie « sioniste » chez les Juifs, ni de leur acceptation d'un retour de tous les Arabes palestiniens dans toute la Palestine. Cependant, en Israël nous sommes favorables à des lois sur l'immigration permettant aux Arabes d'entrer et sortir librement d'Israël, ou d'aller y habiter s'ils le veulent. L'établissement de conditions d'entrée très souples pour les Arabes serait une contribution essentielle à la réconciliation nationale et à l'unité des travailleurs.

c) Nous expliquons aux Juifs israéliens qu'une nation qui en opprime une autre ne peut être libre ni vivre en sécurité. Si les Juifs israéliens veulent jouir de la paix, de la liberté et de la sécurité, ils ne pourront y parvenir qu'en ayant une attitude démocratique face aux peuples arabes.

De même nous expliquons aux Arabes palestiniens que toute solution qui aboutirait à réprimer les Juifs israéliens serait régressive et réactionnaire.

Israël et les États arabes

8. Bien que les États arabes aient été victimes d'attaques prédatrices de la part d'Israël, ce sont des États bourgeois ou bourgeois-féodaux et ils ont des ambitions expansionnistes et prédatrices. Ils ont cruellement opprimé et massacré les Arabes palestiniens plus d'une fois. Bien que nous nous rangions parfois aux côtés des États arabes lorsqu'ils sont attaqués par Israël, nous ne soutenons pas la destruction d'Israël par les forces militaires des États arabes.

Alliance for Workers Liberty (2003)